



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 janvier 2006
Français
Original: anglais

Lettre datée du 17 janvier 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Me référant à la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 13 juillet 2005 (S/PRST/2005/31), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport d'enquête définitif établi par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) au sujet des événements survenus le 9 juillet 2005 dans le village de Kabingu (Sud-Kivu).

Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer ma profonde préoccupation devant la persistance des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Comme le Conseil de sécurité l'a signalé dans plusieurs de ses résolutions et déclarations présidentielles sur la République démocratique du Congo, il faut mettre un terme à l'impunité et traduire en justice les auteurs de crimes tels que ceux mis en lumière dans le rapport ci-joint (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir porter la présente lettre et son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. **Annan**



Annexe

Rapport d'enquête de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) concernant l'attaque du village de Kabingu (Sud-Kivu) survenue le 9 juillet 2005

I. Résumé

1. Du 12 au 20 juillet 2005, une équipe multidisciplinaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) a mené une enquête au sujet de l'attaque perpétrée dans la soirée du 9 juillet 2005 par un groupe d'éléments armés rwandais contre le village de Kabingu, localité de Mamba, groupement de Fendula, collectivité de Kalonge, sur le territoire de Bunyakiri, situé à environ 60 kilomètres au nord-est de Bukavu dans la province du Sud-Kivu.

2. En s'appuyant sur les témoignages recueillis, l'équipe a pu confirmer que plus de 50 civils avaient été tués au cours de cette attaque. Plus de 40 victimes, en majorité des femmes et des enfants, avaient été soit brûlés vifs dans leurs huttes soit massacrés à coups de machette alors qu'ils tentaient de s'échapper. Quinze autres avaient été blessés, dont six avaient ultérieurement succombé à leurs blessures dans les centres de santé locaux, et 11 femmes avaient été violées au cours de cette attaque. Il y aurait eu par ailleurs un pillage généralisé.

3. Des témoins oculaires ont signalé que les perpétrateurs étaient un groupe d'une trentaine de Rwandais bien armés en provenance d'un lieu proche du Parc national de Kahuzi-Biega, situé à environ 20 kilomètres au nord-ouest de Bukavu. Des sources d'information locales accusaient ce même groupe d'avoir commis le 23 mai 2005, à Nindja, groupement d'Ihambe, sur le territoire de Kabare, un massacre lors duquel au moins 14 civils avaient été tués.

4. Selon certains témoins locaux, cette attaque de Kabingu aurait été lancée à titre de représailles contre la population qui aurait collaboré avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la MONUC. En juin et juillet 2005, des milices armées rwandaises se seraient livrées à une série d'attaques dans la collectivité de Kalonge, sur le territoire de Bunyakiri, et, le 7 juillet, des effectifs militaires de la MONUC auraient effectué une patrouille de routine aux environs du Parc national de Kahuzi-Biega.

5. On estime que plus de 10 000 civils ont été déplacés à la suite des attaques de Kalonge. Les résidents de Kabingu sont dans l'impossibilité de rentrer dans leur village et ont demandé une assistance pour reconstruire leurs foyers.

II. Méthodologie

6. Au cours de l'enquête, l'équipe de la MONUC a mené trois missions sur le terrain à Kabingu et dans d'autres groupements voisins – Chifunzi et Rambo –, les 12, 16 et 20 juillet 2005. Elle a organisé plus de 60 entretiens, notamment avec des victimes, des témoins oculaires, des chefs de collectivités, le commandant du 1012^e bataillon des FARDC, d'autres officiers des FARDC et des policiers locaux. Elle s'est aussi entretenue avec 11 survivants dans les centres de santé locaux (six à

l'hôpital de Chifunzi le 16 juillet et cinq à l'hôpital de Panzi à Bukavu, les 13 et 19 juillet). En outre, le chef de Kalonge, l'Administrateur du territoire de Bunyakiri et une organisation non gouvernementale locale, le Comité d'encadrement des femmes et des enfants, veuves et orphelins de Kalonge, ont remis des rapports écrits.

7. Il importe de signaler que plusieurs habitants de Kabingu se sont enfuis à la suite de l'attaque et n'ont donc pas pu être interrogés lorsque l'équipe s'est rendue dans le village.

III. Crimes perpétrés

Massacres, enlèvements et viols de civils

8. Le village de Kabingu aurait été attaqué par un groupe d'une trentaine de miliciens rwandais dans la soirée du 9 juillet 2005. D'après des témoignages, les assaillants étaient armés de machettes, d'armes automatiques et de grenades et munis de torches et la plupart portaient l'uniforme militaire. Ces assaillants seraient venus des environs du Parc national de Kahuzi-Biega, zone actuellement sous le contrôle des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et de groupes armés rastas.

9. Au cours des semaines précédant l'attaque de Kabingu, des groupes armés rwandais se seraient livrés ailleurs à une série d'attaques sur le territoire de Bunyakiri. Deux villages de la collectivité de Kalonge – Rwamikunda et Chamusi – avaient été attaqués le 2 juillet et plusieurs civils auraient été tués ou enlevés. Le 5 juillet, des soldats des FARDC, guidés par des villageois locaux, avaient retrouvé la trace des miliciens dans le Parc national de Kahuzi-Biega, en avaient capturé plusieurs et avaient récupéré certains des articles pillés. Vu l'insécurité régnant, les résidents de Kabingu ont commencé à passer la nuit dans la forêt. Le 9 juillet, alors que la plupart des hommes étaient allés patrouiller la zone ou se cacher, la majorité des femmes et des enfants, ne supportant plus de dormir dans la forêt, avaient décidé de rentrer à Kabingu et s'étaient regroupés dans trois cases situées à l'extérieur du village. On pense que l'attaque contre le village de Kabingu était une riposte aux initiatives prises par les FARDC et la MONUC.

10. Des témoins oculaires ont décrit comment l'attaque s'était déroulée. Des hommes armés auraient pillé et incendié la première rangée de cases (plus de 30), en commençant par celle appartenant au chef du village. Un survivant, forcé de quitter sa maison qui était en train d'être pillée, avait entendu les assaillants parler swahili et kinyarwanda et les avait vus mettre le feu à d'autres cases. D'après un autre témoin, lorsque les attaquants avaient atteint les trois cases où se cachaient les femmes et les enfants, ils avaient demandé en swahili qui était à l'intérieur puis avaient bloqué les issues et allumé le feu. Un témoin a déclaré avoir entendu des appels au secours en provenance des cases en feu mais ne pas avoir été en mesure d'aider ceux qui étaient à l'intérieur. Un certain nombre de victimes avaient réussi à échapper au feu. Une survivante a dit que les assaillants l'avaient enfermée avec ses six enfants et 30 autres villageois dans une case dont ils avaient ensuite incendié le toit. Alors qu'elle tentait de s'échapper par la fenêtre, elle avait reçu un coup de baïonnette. Elle n'avait pas pu sauver ses enfants. Une enfant de 13 ans a dit qu'un milicien avait repoussé dans les flammes deux de ses jeunes frères qui tentaient d'échapper au feu. Une autre femme a dit qu'alors qu'elle essayait de s'enfuir avec

son bébé de 16 mois, un assaillant l'avait rattrapée et avait jeté son bébé dans une case en flammes. Ensuite le milicien l'avait violée et blessée avec une baïonnette. Elle prétend également avoir été le témoin du viol par les assaillants d'autres femmes qui se cachaient dans sa maison, ce qui avait été confirmé ultérieurement par d'autres témoins. Selon un rapport du chef de la collectivité de Kalonge, 11 femmes au total aient été violées.

11. Alors qu'ils quittaient Kabingu, les hommes armés avaient enlevé plusieurs villageois, dont quatre jeunes filles. Trois d'entre elles avaient ensuite été poignardées et leurs corps découverts à proximité du village. Le 4 août, la quatrième victime, âgée de 13 ans, avait échappé à ses ravisseurs avec trois autres mineurs. Elle a déclaré avoir été retenue dans la forêt avec un garçon et plusieurs autres filles (âgés d'environ 14 ans) enlevés dans des villages voisins. D'après cette victime, pendant leur captivité, toutes les filles avaient été violées à maintes reprises et forcées de servir d'« épouses » aux miliciens. Elles avaient aussi été battues et contraintes de marcher pendant des heures dans la forêt en portant des sacs de marchandises pillées.

12. Une autre victime a dit que lui et son épouse avaient été enlevés et contraints de transporter le butin jusqu'au Parc national de Kahuzi-Biega, avant de réussir enfin à s'échapper. Avant d'être enlevé, le couple aurait vu chez lui les assaillants tuer sous les coups ses deux enfants âgés de 3 et 5 ans.

13. Le matin du 10 juillet, plusieurs survivants et des soldats des FARDC basés à Mamba étaient arrivés à Kabingu. Le commandant local des FARDC avait ordonné aux villageois d'enterrer les morts et plusieurs témoins qui les avaient aidés avaient déclaré avoir retrouvé 40 corps, en majorité des femmes et des enfants. La plupart des corps étaient si gravement brûlés qu'ils n'avaient pas pu être identifiés. D'autres portaient des marques de coups de machette. Ils avaient été enterrés dans deux fosses communes. Sur les 15 blessés transportés dans des centres de santé locaux pour y être soignés, six avaient par la suite succombé à leurs blessures.

14. La plupart des villageois n'étant pas rentrés à Kabingu au moment de l'enquête, le nombre exact des victimes restait inconnu. Toutefois, en faisant fond sur les témoignages recueillis, l'équipe avait été en mesure d'établir ce qui suit :

- Plus de 40 victimes, en majorité des femmes et des enfants, avaient été soit brûlées vives dans leurs cases soit massacrées à coup de machette alors qu'elles tentaient de s'enfuir;
- Quinze civils avaient été blessés, dont six avaient par la suite succombé à leurs blessures dans des centres de santé locaux;
- Onze femmes avaient été victimes de viol au cours de ces attaques;
- Au moins six civils avaient été enlevés du village dont trois avaient ensuite été tués.

Pillage et destruction de maisons de civils

15. Selon les témoignages concordants de témoins oculaires et de victimes, lors de l'attaque de Kabingu, les assaillants auraient détruit par le feu de nombreuses maisons. D'autres avaient raconté comment ils avaient réussi à s'échapper de leurs maisons en flammes. Au cours de la mission sur le terrain, l'équipe d'enquête a pu

confirmer que 42 maisons au moins avaient été incendiées et elle a découvert deux fosses communes récentes près de la maison du chef du village.

16. D'après des sources locales, le même groupe armé était responsable des attaques et des pillages dont d'autres villages de la région avaient été victimes en juin et au début du mois de juillet 2005; cette information concordait avec les témoignages de trois mineurs, dont deux auraient été enlevés du village de Kwamindundu. Les enfants auraient en outre vu ces hommes armés se livrer à des pillages dans d'autres villages.

IV. Auteurs présumés

17. D'après les témoins, les auteurs seraient des Rwandais venus des environs du Parc national de Kahuzi-Biega, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Bukavu; cette trentaine d'attaquants aux cheveux « nattés » auraient été bien armés et parlaient le kiswahili et le kinyarwanda. D'après une source des FARDC, ils auraient pour chef un homme connu sous le nom de Kyombé et auraient laissé une lettre sur l'un des corps pour avertir les FARDC que si elles s'interposaient, ils continueraient d'attaquer les collectivités locales.

18. Au mois de juin, des groupes armés rwandais avaient redoublé d'activité dans les localités de Mamba et de Ntulo. Lors d'un incident survenu à la fin juin sur la route menant de Bukavu à Kalonge, ils auraient enlevé plus de 50 civils qui n'auraient toujours pas été retrouvés.

19. L'équipe n'a pas été en mesure de déterminer si le groupe armé auteur de l'attaque de Kabingu avait des liens quelconques avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ou les groupes rastas opérant dans la région. Le bastion des FDLR est situé à Ekingi et le groupe en question occuperait des positions à Namuhembe, à proximité de la collectivité de Kalonge, sur le territoire de Bunyakiri.

V. La situation humanitaire

20. À la suite des attaques contre la collectivité de Kalonge, environ 10 000 civils ont quitté leurs foyers. Une assistance humanitaire a été fournie aux déplacés dans plusieurs villages et beaucoup des blessés ont été soignés dans les centres de santé des groupements de Chifunzi, Rambo et Mule.

21. Le 15 septembre, lors d'une autre mission sur le terrain à Kabingu, les responsables de la protection de l'enfance de la MONUC ont constaté que le village était désert. D'après les anciens du village, les habitants n'étaient pas rentrés à Kabingu parce qu'ils n'avaient pas pu reconstruire leurs maisons. Récemment, les villageois avaient refusé l'aide alimentaire fournie par l'organisation gouvernementale Caritas mais demandé en revanche qu'on les aide à reconstruire leur village.

VI. Réaction de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et des autorités congolaises

22. Bien qu'une section des FARDC (comptant 12 soldats) du 1012^e bataillon ait été déployée à proximité de Kabingu, les assaillants ne se sont heurtés à aucune résistance de la part des FARDC lorsqu'ils ont attaqué le village. Les soldats postés dans les collines surplombant le village se sont enfuis après l'arrivée des miliciens. Deux soldats des FARDC ont dit à l'équipe que leur unité n'avait pas défendu Kabingu parce qu'elle craignait Kyombé, le commandant du groupe armé. Le commandant local des FARDC a expliqué que ses soldats étaient mal équipés et trop peu nombreux pour garantir la sécurité de la population à Kalonge. Toutefois, depuis l'attaque, les FARDC ont renforcé leur présence dans cette région et établi une base à proximité de la route entre Kabare et Rwamindundi.

23. Le 12 juillet, la MONUC a facilité la visite du Procureur adjoint du Sud-Kivu sur les lieux du massacre et l'équipe a par ailleurs communiqué les résultats de ses recherches au Procureur de Bukavu. La MONUC a activement aidé les autorités judiciaires locales à Bukavu à ouvrir une enquête sur le massacre de Kabingu. Le 25 juillet, une délégation officielle, dirigée par le conseiller du Président de la République démocratique du Congo en matière de sécurité et chargée de faciliter l'enquête judiciaire sur le massacre de Kabingu, est arrivée à Bukavu. Pourtant, à ce jour, aucun des auteurs présumés de l'attaque n'a été arrêté.

24. La MONUC continue de surveiller de près les groupes armés opérant dans cette région. Des attaques contre d'autres villages et de nombreux enlèvements de civils par ces groupes armés ont été signalés depuis la mi-juillet, et la MONUC a renforcé sa présence militaire dans la région pour tenter de stabiliser la situation sur le plan de la sécurité. Du 6 au 9 septembre, la brigade du Sud-Kivu de la MONUC et les soldats des FARDC, soit plus de 1 000 hommes au total, ont mené une opération conjointe de recherche des groupes rebelles dans la partie septentrionale du Parc national Kahuzi-Biega. La MONUC continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les autorités congolaises à traduire les responsables en justice.
